

POLITIQUE

Vincent Karega : « Entre la RDC et le Rwanda, les relations sont très froides mais pas surgelées »

Jeune Afrique, 3 novembre 2022

Par Stanis Bujakera Tshiamala



Vincent Karega. © Twitter Vincent Karega

Deux jours après avoir quitté Kinshasa à la suite de son renvoi du pays, le désormais « ex- » ambassadeur du Rwanda en RDC s'exprime sur la crise entre les deux voisins.

En juillet 2020, il était arrivé par avion à Ndjili, mais c'est sur un petit bateau que, 27 mois plus tard, Vincent Karega a quitté Kinshasa pour rejoindre Kigali via Brazzaville. Dernier acte d'une escalade politique et diplomatique entre les deux voisins, le renvoi de l'ambassadeur du Rwanda en RDC, notifié le 31 octobre, ne marque toutefois pas une « rupture des relations diplomatiques », assure l'intéressé à *Jeune Afrique*. Alors que depuis novembre la RDC accuse Kigali de soutenir le M23, et qu'une nouvelle offensive de la rébellion est en cours, il a accepté de répondre à nos questions.

Jeune Afrique : Quelle a été votre réaction lorsque vous avez appris que vous deviez quitter la RDC ?

Vincent Karega : Malheureusement, je savais que cela arriverait à un moment ou à un autre. Cela fait plusieurs mois qu'un sentiment anti-rwandais se propage en RDC et que je vois passer des messages contre ma personne.

Il y a eu des manifestations réclamant votre départ. Cela vous a-t-il fait peur ?

Je n'ai jamais peur lorsque je sais que je ne suis coupable de rien.

Après votre expulsion, le Rwanda envisage-t-il des mesures de représailles ?

Non, pas du tout. Nous trouvons que la RDC n'a pas été très élégante, mais nous ne menons pas de politique de représailles.

Votre renvoi acte-t-il la rupture des relations entre la RDC et le Rwanda ?

J'ignore quel message la RDC envoie. Le terme de « rupture complète » des relations n'a été prononcé par aucun des deux pays. Les relations sont très froides mais pas complètement surgelées.

Comment se sont déroulés vos derniers jours de travail à Kinshasa ?

C'était difficile, car le Rwanda est accusé de tous les maux en RDC. Et à Kinshasa, le Rwanda, c'était Vincent Karega. Ce n'était donc pas aisé de travailler dans ce climat, de sceller des partenariats commerciaux, de me rendre à des activités culturelles ou à un quelconque événement, même si ceux-ci contribuaient à rapprocher les Congolais et les Rwandais.

Pourquoi le Rwanda persiste-t-il à nier son soutien au M23, alors qu'un rapport du groupe d'expert des Nations unies et certains de vos alliés comme les États-Unis le pointent ?

Ce n'est pas parce qu'un expert des Nations unies a dit quelque chose que c'est la vérité. Les peuples vivent de part et d'autre des frontières, et les problèmes sont, eux aussi, transfrontaliers. Depuis la création des Forces démocratiques de libération du Rwanda [FDLR] en RDC, il y a une idéologie de haine et d'ostracisation contre les Tutsis en RDC. Les FDLR ont divisé les peuples congolais et rwandais, ils ont spolié des biens, ont poussé certaines personnes à partir de chez elles, et ces réfugiés ont eux-mêmes créé des mouvements de résistance, basés pour la plupart au Rwanda, en Ouganda et au Burundi.

« IL EST INJUSTE DE DIRE QUE LE RWANDA EST À L'ORIGINE DU M23 »

Étant donné ce contexte, on ne peut pas dire que le Rwanda n'a rien à voir avec ces mouvements, mais il est injuste de dire que le Rwanda est à l'origine du M23.

Vous assumez donc une forme de soutien au M23 ?

Non, je n'assume aucun soutien politico-militaire. Je décris la réalité : celle de peuples et de problématiques transfrontaliers qui ne se régleront que par le concours de tous les pays impliqués.

Malgré les dénégations du Rwanda, les preuves semblent s'accumuler... Comment expliquez-vous les conclusions apportées par le groupe d'experts des Nations unies ?

Je ne sais pas si les preuves s'accumulent ou si ce sont toujours les mêmes supposées preuves qui sont recyclées. Je me demande comment ces experts parviennent à distinguer un soldat rwandais d'un membre du M23 étant donné que la plupart des membres du M23 sont rwandophones.

Il faut également noter que les mêmes expertises prouvent que les Forces armées de la République démocratique du Congo [FARDC] collaborent, organisent et aident les FDLR à combattre. Si nous voulons résoudre ce problème, il faut donc le prendre dans sa globalité.

Savez-vous quelles sont les revendications du M23 ?

Oui, mais je ne suis pas leur porte-parole. Le M23 exprime régulièrement ses revendications. En général, le M23, tout comme les Rwandophones en RDC, dénonce les discriminations dont ceux-ci sont victimes.

Quand certains hommes politiques affirment qu'un Tutsi ne peut pas être Congolais, quand certains soldats tutsis sont qualifiés d'infiltrés, quand certaines personnes sont pourchassées parce qu'elles sont tutsies, c'est un gros problème. Ces menaces sont devenues récurrentes, alors les populations tutsies ne se sentent plus chez elles, elles ne savent plus où aller ni quoi faire.

Le Rwanda a-t-il connaissance d'un accord conclu entre Kinshasa et le M23 depuis l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi en 2019 ?

Depuis 2012, un accord dit « de Nairobi » a été signé, puis en 2013, il y a eu celui d'Addis-Abeba, qui préconise la réintégration des soldats du M23, mais aussi qui prévoit un processus de rapatriement des réfugiés des différents camps situés au Rwanda et en Ouganda.

Le Rwanda sait aussi qu'en 2019, le nouveau gouvernement du président Félix Tshisekedi a créé un mécanisme de suivi de ces accords. À plusieurs reprises, des missions ont été organisées, à Kigali comme à Kampala, et des négociations directes se sont tenues avec la branche du M23 qui était au Rwanda, et avec celle qui était en Ouganda. Il paraît même que certains des représentants du M23 ont passé 14 mois à Kinshasa sous les auspices du gouvernement congolais.

Comment relancer les processus de Luanda et Nairobi ?

Ces deux processus sont actifs. Il y a peu, Tété António, l'envoyé du président João Lourenço, s'est rendu à Kinshasa et à Kigali. Très bientôt, les chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est [EAC, en anglais] se réuniront autour de cette question. Le mécanisme militaire de force conjointe est, lui aussi, en train de se déployer pour mener des opérations comme prévu par ces accords.

La Belgique vient de demander au Rwanda d'apporter sa contribution à la résolution de la crise en utilisant les moyens à sa disposition pour persuader le M23 de se retirer des villes occupées en RDC. Kigali n'est-il pas en train de s'isoler diplomatiquement ?

Le Rwanda n'est pas le patron du M23. Il a toujours apporté sa contribution en adhérant aux différentes feuilles de route et aux accords, mais n'en n'est pas le seul acteur. Nous ne disposons pas d'un bouton qui permet de créer telle ou telle chose.

« LE M23 DOIT SE RETIRER, MAIS POUR ALLER OÙ ? AU RWANDA ? MAIS SES MEMBRES NE SONT PAS RWANDAIS »

Il y a ce que la RDC voudrait, mais il y a aussi ce que le M23 désire, il faut donc écouter toutes les parties. Le M23 doit se retirer, mais pour aller où ? Au Rwanda ? Mais ses membres ne sont pas Rwandais. La question est complexe et la réponse doit être trouvée avec tous les pays d'Afrique de l'Est. Il ne faut pas traiter les symptômes mais les causes.

Quelles sont les revendications du Rwanda dans cette crise ?

Le Rwanda ne revendique rien : il doit s'assurer que ses frontières ne sont pas menacées par qui que ce soit et surtout pas ceux qui ont commis le génocide au Rwanda. Car ceux-là sont ragaillardis et continuent à présenter un danger permanent, alors que ces gens devraient être devant la justice. Voilà un sujet qui fâche le Rwanda.

Selon vous, la RDC utilise le Rwanda comme bouc-émissaire ?

Oui, et le rapport du groupe d'experts des Nations unies dont se sert Kinshasa contre nous ne parle pas que du M23 mais aussi des FDLR. Chacun

doit arrêter les boutades et venir discuter honnêtement, avec la volonté politique d'avancer pour le bien de la région.